

6 vérités sur le déficit commercial (que Trump devrait méditer)



C'est à tort que le président américain considère le commerce mondial comme un jeu à somme nulle.

A Baden-Baden, en Allemagne, vendredi, lors de la réunion des ministres de l'Economie du G20, les Etats-Unis ont exigé le retrait, dans la déclaration finale, d'une phrase rituelle sur les bienfaits du libre-échange et le rejet du protectionnisme. Le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin, n'a fait que suivre les directives du nouvel occupant de la Maison-Blanche, Donald Trump. Or le président américain n'a toujours pas faibli sur sa ligne protectionniste.

Washington n'aurait pas forcément tort d'attirer ainsi l'attention des dirigeants du G20 sur les désordres causés par le commerce international et sur la nécessité d'atténuer les conséquences de la mondialisation pour certaines catégories de la population. Mais l'idée de Donald Trump n'est pas celle-là : c'est d'abord et avant tout d'attirer l'attention sur les déficits américains, qu'il juge injustes.

Donald Trump le répète : il est favorable au "free trade" (libre commerce) mais il veut un "fair trade" (juste commerce). Davantage que "protectionniste", il est "mercantiliste". Le mercantilisme dominait en Europe au XVIIe siècle (en France, il était incarné par Colbert) et au XVIIIe siècle. Pour les économistes de l'époque, le commerce était un jeu à somme nulle, avec des gagnants et des perdants : les gains étaient mesurés par l'accumulation d'or et de métaux précieux. Il fallait donc être coûte que coûte excédentaire avec chacun des pays partenaires de commerce. Cette école avait été par la suite balayée par les économistes classiques.

"Rien n'est plus absurde que l'ensemble de cette doctrine de la balance commerciale", a écrit Adam Smith.

Le président est pourtant dans le même état d'esprit que les mercantilistes. Il est obsédé par la balance commerciale des Etats-Unis avec chaque pays. Il constate qu'elle est dans la quasi-totalité des cas déficitaire. Il en déduit que les Etats-Unis sont trop "soft" vis-à-vis de leurs partenaires. Selon lui, cette situation est responsable de pertes d'emplois considérables aux Etats-Unis. Il entend corriger cette situation, en faisant pression sur chaque pays. Notamment sur le Mexique (favorisé selon lui par un accord commercial déséquilibré, l'Aléna) et sur l'Allemagne. Le déficit est de 63 milliards de dollars avec le premier, de 65 milliards avec la seconde.

Problème : dans les raisonnements qu'il suit pour en arriver à ses positions protectionnistes, certains liens de causalité sont imaginaires. Voici de quoi alimenter sa réflexion.

1. Se focaliser sur les déficits commerciaux bilatéraux n'a pas grand intérêt

Imaginons que le monde est composé de trois pays : les Etats-Unis, la Syldavie et Neverland.

- Les Etats-Unis exportent pour 100 milliards de dollars vers la Syldavie qui ne lui vend rien en retour.
- La Syldavie exporte pour 100 milliards de dollars à Neverland, qui ne lui vend rien en retour.
- Neverland exporte pour 100 milliards aux Etats-Unis qui ne lui vendent rien en retour.

Au total, la balance commerciale des Etats-Unis (comme celle de ses deux partenaires) est équilibrée et tout le monde devrait être content.

Mais Ubu Trump arrive au pouvoir, constate un déficit de 100 milliards avec Neverland et hurle contre cette relation commerciale "unfair". Or s'il réduit l'importation des biens de Neverland, cette île de rêve s'apauvrira et devra réduire à son tour les achats de biens syldaves. Et la Sydalvie, monarchie d'Europe centrale, réduira à son tour l'achat de biens américains. Tout le monde sera perdant.

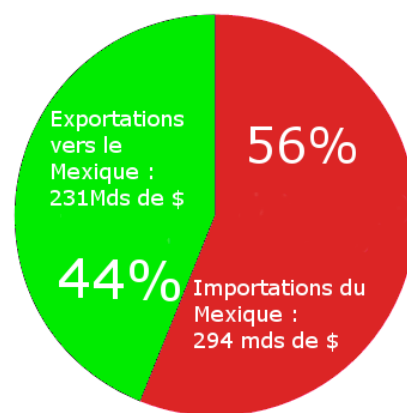
2. Mesurer la gravité d'un déficit en milliards de dollars n'a pas grand sens

Pour mesurer si un déficit d'un pays par rapport à l'autre est extravagant, il ne suffit pas de faire la soustraction entre les importations et les exportations. Il faut aussi tenir compte de l'ampleur des échanges entre les deux pays.

A cette aune, Donald Trump ne devrait trop se faire de soucis concernant le déficit avec le Mexique.

Le commerce USA-Mexique

100% = 525 milliards de \$



- Il est certes de 63 milliards, mais cela ne représente que 12% des échanges totaux entre USA et Mexique (525 milliards de dollars).
- Avec l'Irlande, le déficit atteint 65% du total des échanges (certes peu importants : 55 milliards).
- Avec la Chine, les échanges totaux sont de 578 milliards, et le déficit atteint 60% du total (347 milliards de dollars).

3. Un déficit commercial avec un autre pays n'est pas lié au "protectionnisme" de ce dernier

Pour Donald Trump, les déficits s'expliquent par des pratiques déloyales. L'Allemagne profiterait d'un euro sous-évalué et protégerait son marché contre les voitures américaines ; la Chine manipulerait sa monnaie et n'ouvrirait pas assez son marché...

Cette explication est trop simple. Le marché européen est depuis longtemps très ouvert aux produits américains. Et la monnaie chinoise n'est pas si "sous-évaluée" quand on la compare avec les devises de l'ensemble de ses partenaires commerciaux.

A noter que les Etats-Unis ont un excédent commercial avec le Brésil, pays plutôt protectionniste, et un déficit avec le Mexique, dont les frontières commerciales sont grandes ouvertes avec son voisin du Nord.

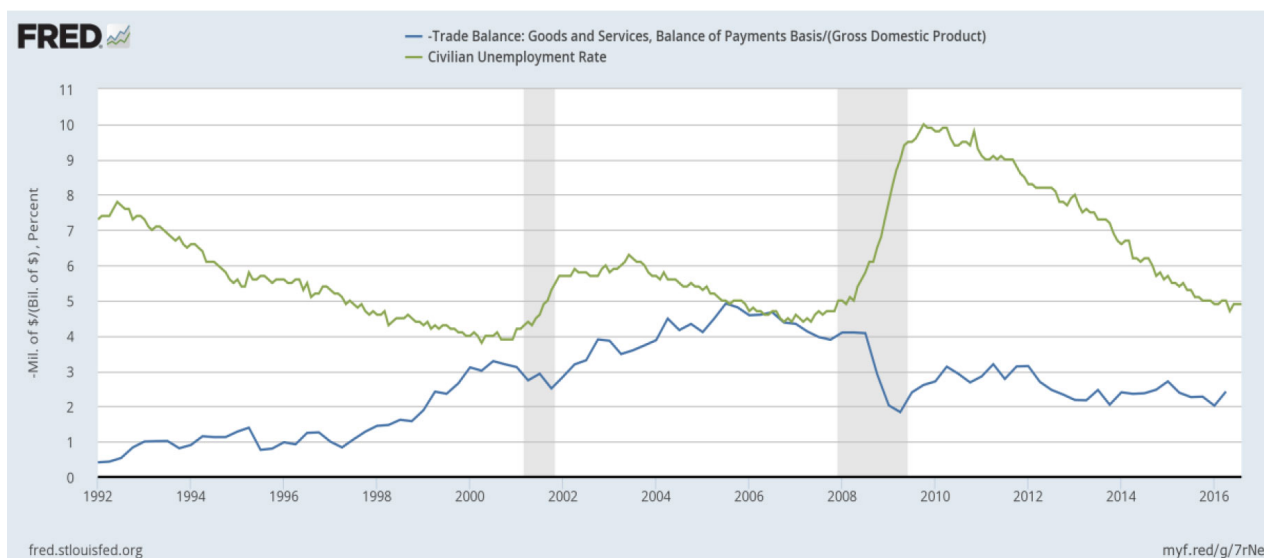
4. Déficit commercial ne rime pas forcément avec faiblesse économique (c'est même parfois le contraire)

Pour Donald Trump, le déficit commercial est le signe d'une mauvaise santé de l'économie : les Etats-Unis ont perdu pied en matière industrielle, ce qui a fait chuter les exportations et ce qui explique la hausse vertigineuse des déficits américains.

Pourtant, ce lien n'est pas si clair. Les déficits commerciaux américains ont explosé dans les années 1990 lorsque la production progressait rapidement. Entre 1992 et 1997, Bill Clinton était à la Maison-Blanche, tout allait bien, la production industrielle a augmenté de 25%... et le déficit commercial a triplé.

En période de récession, les citoyens consommant moins, les importations chutent plus vite que les exportations ne baissent : le solde commercial se redresse alors. Ce fut le cas aux Etats-Unis après la crise de 2008, le déficit passant en deux ans de 5,1% à 2,7% du PIB. A l'inverse, lorsque l'économie pétille, les importations repartent et le déficit commercial a tendance à se creuser.

Regardez ces deux courbes : l'une représente l'évolution du déficit commercial, l'autre le taux de chômage aux Etats-Unis. Si le déficit évoluait de conserve avec la crise sociale, les courbes devraient être parallèles. Or elles sont très divergentes, pour ne pas dire opposées !



5. Les déficits commerciaux reflètent surtout les flux de capitaux entre les pays

Reprenons l'exemple de notre monde divisé en trois pays. Si Neverland exporte non plus 100 milliards mais 130 milliards de dollars vers les Etats-Unis, que se passe-t-il ?

- Soit les Etats-Unis se débrouillent pour exporter davantage (30 milliards) et ses comptes restent équilibrés.
- Soit les Etats-Unis empruntent les 30 milliards pour payer Neverland. A qui ? Aux pays qui ont des excédents à placer, en l'occurrence... Neverland.

Dans la vie réelle, Neverland, c'est la Chine. Elle a des excédents commerciaux, elle achète des actions, des obligations, des bons du trésor américains.

Autrement dit, si la balance commerciale est le reflet des échanges de biens et services, elle est aussi le reflet des relations financières entre les pays.

En réalité, les déficits commerciaux sont liés au taux d'épargne, au taux d'investissement, aux taux d'intérêt, aux taux de croissance des pays, bien plus qu'aux barrières commerciales et manipulations de cours des devises.

Ainsi, les pays qui épargnent plus qu'ils n'investissent vont placer leurs surplus financiers dans les autres pays, qui grâce à cette manne importeront plus qu'ils n'exportent... Ce qui ne veut pas dire qu'ils vont particulièrement mal.

Dans ce paysage, les Etats-Unis jouissent d'un "privilege exorbitant", comme disait le général de Gaulle : le dollar. Le dollar est la monnaie mondiale. Financer leur déficit

commercial est, pour eux, très facile. C'est sans doute de ce côté qu'il faut chercher la persistance d'un déficit commercial américain (il existe depuis 1976).

6. Un déficit commercial n'est pas, par nature, "une catastrophe"

Pour les raisons développées au point 5, dénoncer "par principe" le déficit commercial n'a pas de sens. C'est aussi absurde que de dénoncer "par principe" l'emprunt.